**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES**

91bis rue du Cherche-Midi -75006-Paris

N°038-2024 M. X. c. conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Côtes d'Armor

Audience publique du 6 novembre 2024

Décision rendue publique par affichage le 14 novembre 2024

La chambre disciplinaire nationale de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes,

Vu la procédure suivante :

Procédure contentieuse antérieure :

Le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Côtes d'Armor a porté plainte le 13 juillet 2023 contre M. X., inscrit au tableau de l'ordre dans ce département devant la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Bretagne pour avoir méconnu les articles R. 4321-54, R. 4321-77, R. 4321-79, R. 4321-88 et R. 4321-143 du code de la santé publique.

Par une décision n° 2023-14 du 21 décembre 2023, la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Bretagne a infligé à M. X. la sanction de l'interdiction temporaire d'exercer la profession de masseur-kinésithérapeute pendant une durée de trois mois totalement assortie du sursis.

Procédure devant la chambre disciplinaire nationale :

Par ordonnance du 11 avril 2024, le président de la sixième chambre du Tribunal administratif de Rennes a rejeté la requête enregistrée le 22 janvier 2024 présentée par M. X., comme portée devant une juridiction incompétente pour en connaître.

Par ordonnance du 30 avril 2024, la présidente de la troisième chambre de la Cour administrative d'appel de Nantes a annulé l'ordonnance précitée du 11 avril 2024 et transmis à la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes auprès du Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, la requête enregistrée le 22 janvier 2024 présentée par M. X..

Par cette requête enregistrée sous le numéro 038-2024, M. X., représenté par l'AARPI Choley & Vidal représentée par Mes Nicolas Choley et Thibaud Vidal, demande de :

à titre principal,

- juger que la juridiction disciplinaire est incompétente pour statuer sur la pratique de l'ostéopathie ;
- juger que les griefs reprochés à M. X. ne sont pas fondés ;
- rejeter la plainte du conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Côtes d'Armor ;

à titre subsidiaire, à supposer les manquements établis,

- juger qu'au regard de la gravité du manquement reproché, il n'y a pas lieu d'assortir celui-ci d'une sanction ;

à titre plus subsidiaire, à supposer les manquements établis et qu'une sanction doive être prononcée,

- réduire la sanction prononcée en première instance à l'avertissement ;

en tout état de cause,

- rejeter l'ensemble des demandes, fins et prétentions du conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Côtes d'Armor ;
- mettre à la charge du conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Côtes d'Armor une somme de 1 500 euros au titre de l'article 75 de la loi du 10 juillet 1991 et de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- Le code de justice administrative ;
- Le code de la santé publique ;
- L'article 75-I de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 modifiée ;
- L'article 75 de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 ;
- Le décret n° 2007-435 du 25 mars 2007.

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience.

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 6 novembre 2024 :

- Mme Brigitte Becuwe en son rapport ;
- Les observations de Me Joseph Méot pour M. X. ;
- Les observations de Mme Karine Brézellec, présidente du conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Côtes d'Armor.

Me Méot ayant été invité à prendre la parole en dernier.

Après en avoir délibéré,

Considérant ce qui suit :

1. Il résulte de l’instruction que le conseil départemental de l’ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Côtes d’Armor a convoqué M. X., masseur-kinésithérapeute inscrit au tableau de l’ordre de ce département à un entretien confraternel prévu le 12 mai 2023 pour évoquer différents points sur ses conditions d’exercice, en ce qui concerne l’exercice de l’ostéopathie, en l’absence de d’enregistrement du titre, l’état d’une plainte à son encontre devant la section des assurances sociales, le défaut de transmission d’un contrat de collaboration en 2021. M. X. n’ayant pas déféré à la convocation, le conseil départemental de l’ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Côtes d’Armor a, le 27 juin 2023, décidé d’autoriser sa présidente à saisir la chambre disciplinaire de première instance de l’ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Bretagne. M. X. fait appel de la décision du 21 décembre 2023 par laquelle la chambre lui a infligé la sanction de l’interdiction temporaire d’exercer la profession de masseur-kinésithérapeute pendant une durée de trois mois assortie d’un sursis total.

Sur la recevabilité de l’appel :

2. Il ressort des pièces du dossier que la décision du 21 décembre 2023 dont M. X. fait appel, lui a été notifiée le 22 décembre 2023. Son appel enregistré au greffe du Tribunal administratif de Rennes le 22 janvier 2024 et transmis au Conseil national de l’ordre des masseurs-kinésithérapeutes par une ordonnance du 30 avril 2024 de la présidente de la troisième chambre de la Cour administrative d’appel de Nantes prise sur le fondement de l’article R. 351-3 du code de justice administrative à la suite de l’annulation de l’ordonnance du 11 avril 2024 du président du tribunal administratif de Rennes, est donc recevable.

Sur la régularité de la décision contestée :

3. L’article R. 4126-29 du code de la santé publique dispose que « *la minute de la décision est signée par le président de la formation de jugement et le greffier de l’audience* ». Si la circonstance que l’ampliation de la décision qui a été notifiée à M. X. ne comporte pas l’une de ces signatures est sans incidence sur la régularité de cette décision, il ressort en revanche, des pièces du dossier que la minute de la décision attaquée a été signée par le président et la greffière de l’audience, conformément aux dispositions précitées. Par suite, le moyen tiré de l’irrégularité de cette décision à raison du défaut de signature ne peut qu’être écarté.

Sur les griefs :

Sur le grief tiré de la pratique de l'ostéopathie :

4. Il résulte de l'instruction que le 9 janvier 2023, le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Côtes d'Armor est interrogé par la mutuelle « *Energie mutuelle* » sur le titre d'ostéopathe de M. X., celui-ci ayant établi une facture d'acte d'ostéopathie en y mentionnant son numéro ADELI de masseur-kinésithérapeute et non celui d'ostéopathe. L'Agence Régionale de Santé (ARS) simultanément interrogée par cette même mutuelle demande également une vérification du titre de M. X. auprès du conseil départemental. Les instances ordinales se retournent alors vers M. X. lui demandant de justifier de son titre. Le 6 avril 2023, il leur transfère la copie d'un dossier de demande d'enregistrement du titre d'ostéopathe adressé à l'ARS, le dossier contenant une attestation de formation mais étant dépourvu de l'attestation de diplôme. L'ARS confirme le 19 avril 2023 au conseil départemental de l'ordre l'impossibilité d'enregistrer le professionnel au répertoire ADELI des ostéopathes.

5. Aux termes de l'article R. 4321-54 du code de la santé publique : « *Le masseur-kinésithérapeute respecte, en toutes circonstances, les principes de moralité, de probité et de responsabilité indispensables à l'exercice de la masso-kinésithérapie.* » Aux termes de l'article R. 4321-77 du même code : « *Toute fraude, abus de cotation, indication inexacte des actes effectués ou des honoraires perçus, ou les deux simultanément, sont interdits.* »

6. Aux termes d'une part, de l'article L. 4321-1 du code de la santé publique : « *La pratique de la masso-kinésithérapie comporte la promotion de la santé, la prévention, le diagnostic kinésithérapique et le traitement : / 1° Des troubles du mouvement ou de la motricité de la personne ; / 2° Des déficiences ou des altérations des capacités fonctionnelles. / (...) Dans le cadre des pathologies héréditaires, congénitales ou acquises, stabilisées ou évolutives impliquant une altération des capacités fonctionnelles, le masseur-kinésithérapeute met en œuvre des moyens manuels, instrumentaux et éducatifs et participe à leur coordination. / Dans l'exercice de son art, seul le masseur-kinésithérapeute est habilité à utiliser les savoirs disciplinaires et les savoir-faire associés d'éducation et de rééducation en masso-kinésithérapie qu'il estime les plus adaptés à la situation et à la personne, dans le respect du code de déontologie précité. (...)* ». En vertu de l'article R. 4321-1 du même code : « *La masso-kinésithérapie consiste en des actes réalisés de façon manuelle ou instrumentale, notamment à des fins de rééducation, qui ont pour but de prévenir l'altération des capacités fonctionnelles, de concourir à leur maintien et, lorsqu'elles sont altérées, de les rétablir ou d'y suppléer. Ils sont adaptés à l'évolution des sciences et des techniques.* » Selon l'article R. 4321-7 du même code : « *Pour la mise en œuvre des traitements mentionnés à l'article R. 4321-5, le masseur-kinésithérapeute est habilité à utiliser les techniques et à réaliser les actes suivants : / 1° Massages, notamment le drainage lymphatique manuel ; / 2° Postures et actes de mobilisation articulaire mentionnés à l'article R. 4321-4 ; / 3° Mobilisation manuelle de toutes articulations, à l'exclusion des manœuvres de force, notamment des manipulations vertébrales et des réductions de déplacement osseux ; / 4° Etirements musculo-tendineux ; (...)* ».

7. Aux termes d'autre part, de l'article 75 de la loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé : « *L'usage professionnel du titre d'ostéopathe ou de chiropracteur est réservé aux personnes titulaires d'un diplôme sanctionnant une formation spécifique à l'ostéopathie ou à la chiropraxie délivrée par un établissement de formation agréé par le ministre chargé de la santé dans des conditions fixées par décret. (...) Un décret établit la liste des actes que les praticiens justifiant du titre d'ostéopathe ou de chiropracteur sont autorisés à effectuer, ainsi que les conditions dans lesquelles ils sont appelés à les accomplir. Ces praticiens ne peuvent exercer leur profession que s'ils sont inscrits sur une liste dressée par le directeur général de l'agence régionale de santé de leur résidence professionnelle, qui enregistre leurs diplômes, certificats, titres ou autorisations.* » En vertu de l'article 1^{er} du décret du 25 mars 2007 relatif aux actes et aux conditions d'exercice de l'ostéopathie : « *Les praticiens justifiant d'un titre d'ostéopathe sont autorisés à pratiquer des manipulations ayant pour seul but de prévenir ou de remédier à des troubles fonctionnels du corps humain, à l'exclusion des pathologies organiques qui nécessitent une intervention thérapeutique, médicale, chirurgicale, médicamenteuse ou par agents physiques. Ces manipulations sont musculo-squelettiques et myo-fasciales, exclusivement manuelles et externes. Ils ne peuvent agir lorsqu'il existe des symptômes justifiant des examens paracliniques. / Pour la prise en charge de ces troubles fonctionnels, l'ostéopathe effectue des actes de manipulations et mobilisations non instrumentales, directes et indirectes, non forcées, dans le respect des recommandations de bonnes pratiques établies par la Haute Autorité de santé.* » En vertu de l'article 4 du même décret : « *L'usage professionnel du titre d'ostéopathe est réservé : / 1° Aux médecins, sages-femmes, masseurs-kinésithérapeutes et infirmiers autorisés à exercer, titulaires d'un diplôme universitaire ou interuniversitaire sanctionnant une formation suivie au sein d'une unité de formation et de recherche de médecine délivré par une université de médecine et reconnu par le Conseil national de l'ordre des médecins ; / 2° Aux titulaires d'un diplôme délivré par un établissement agréé dans les conditions prévues par le décret n° 2014-1043 du 12 septembre 2014 ; / 3° Aux titulaires d'une autorisation d'exercice de l'ostéopathie ou d'user du titre d'ostéopathe délivrée par l'autorité administrative en application des articles 9 ou 16 du présent décret.* » En vertu de l'article 5 du même décret : « *L'autorisation de faire usage professionnel du titre d'ostéopathe est subordonnée à l'enregistrement sans frais des diplômes, certificats, titres ou autorisations de ces professionnels auprès du directeur général de l'agence régionale de santé de leur résidence professionnelle. En cas de changement de situation professionnelle, ils en informent cette autorité. / Lors de l'enregistrement, ils doivent préciser la nature des études suivies ou des diplômes leur permettant l'usage du titre d'ostéopathe et, s'ils sont professionnels de santé, les diplômes d'Etat, titres, certificats ou autorisations mentionnés au présent décret dont ils sont également titulaires. / Il est établi, pour chaque département, par le directeur général de l'agence régionale de santé, une liste des praticiens habilités à faire un usage de ces titres, portée à la connaissance du public.* »

8. Contrairement à ce que soutient M. X., la seule circonstance que les actes d'ostéopathie soient réalisés par des masseurs-kinésithérapeutes se prévalant du titre d'ostéopathe ne peut suffire à justifier leur réalisation hors du cadre légal applicable à la masso-kinésithérapie. Il s'en déduit que pour pratiquer des actes d'ostéopathie dans le cadre professionnel, un masseur-kinésithérapeute doit, eu égard aux dispositions de l'article R. 4321-122 du code de la santé publique, justifier au préalable de ce que ses diplômes et titres sont reconnus par le Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes. Eu égard aux responsabilités et mandats qui sont les siens, M. X. ne peut utilement faire valoir n'avoir pas eu connaissance de l'obligation d'enregistrement de ses titres et diplômes d'ostéopathe tant auprès de l'ARS qu'auprès des instances ordinales. Par suite, M. X. qui ne peut soutenir que les chambres disciplinaires de l'ordre ne seraient pas compétentes pour statuer sur un manquement aux règles relatives à la justification de son titre d'ostéopathe, dès lors qu'il n'établit pas plus qu'en première instance avoir été diplômé à l'issue de la formation qu'il a suivie en 2013 à l'Institut Franco-Britannique d'ostéopathie, n'est pas fondé à soutenir que c'est à tort que les premiers juges ont retenu les griefs tirés des manquements aux articles R. 4321-54 et R. 4321-77 du code de la santé publique.

Sur le grief tiré du défaut de transmission du contrat :

9. Aux termes de l'article R. 4321-134 du code de la santé publique : *« L'association ou la constitution d'une société entre masseurs-kinésithérapeutes en vue de l'exercice de la profession fait l'objet d'un contrat écrit qui respecte l'indépendance professionnelle de chacun d'eux. / Conformément aux dispositions de l'article L. 4113-9, les conventions, contrats et avenants sont communiqués au conseil départemental de l'ordre, qui vérifie leur conformité avec les principes du présent code de déontologie, ainsi que, s'il en existe, avec les clauses essentielles des contrats types établis par le conseil national de l'ordre. Les projets de conventions, contrats et avenants peuvent être communiqués au conseil départemental de l'ordre, qui fait connaître ses observations dans le délai prévu à l'article L. 4113-12. / Le masseur-kinésithérapeute signe et remet au conseil départemental de l'ordre une déclaration aux termes de laquelle il affirme sur l'honneur qu'il n'a passé aucune contre-lettre ni aucun avenant relatifs au contrat soumis à l'examen dudit conseil. / Les dispositions du présent article sont applicables aux contrats mentionnés aux articles R. 4321-107, R. 4321-111 et R. 4321-131. »* Aux termes de l'article R. 4321-144 du même code: *« Tout masseur-kinésithérapeute qui modifie ses conditions d'exercice, y compris l'adresse professionnelle, ou cesse d'exercer dans le département est tenu d'en avertir sans délai le conseil départemental de l'ordre. Celui-ci prend acte de ces modifications et en informe le conseil national. »*

10. En l'espèce, M. X. qui admet ne pas avoir communiqué aux instances ordinales le contrat conclu le 20 décembre 2020 avec Mme Y. et se borne à invoquer, comme il l'avait fait en première instance, la circonstance qu'il pensait que Mme Y. avait transmis elle-même ce contrat, qu'il n'y avait aucune intention de dissimulation de sa part et qu'il a immédiatement déféré à la demande de production qui lui a été adressée le 3 novembre 2021, ne conteste pas la réalité du manquement constatée par les premiers juges.

Sur la sanction :

11. Il résulte de tout ce qui précède que M. X. n'est pas fondé à se plaindre de ce que les premiers juges auraient fait une inexacte appréciation des fautes commises. Dans les circonstances de l'espèce, alors que la juridiction n'est saisie que de l'appel de M. X., eu égard à la règle selon laquelle une sanction infligée en première instance par une juridiction disciplinaire ne peut être aggravée par le juge d'appel saisi du seul recours de la personne frappée par la sanction, la sanction d'interdiction temporaire d'exercer la profession de masseur-kinésithérapeute de trois mois totalement assortie du sursis ne peut qu'être confirmée.

Sur les frais exposés et non compris dans les dépens :

12. Aux termes du I de l'article 75 de la loi du 10 juillet 1991 modifiée : « *Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Les parties peuvent produire les justificatifs des sommes qu'elles demandent et le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation.* ».

13. Ces dispositions font obstacle à ce que soit mise à la charge du conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Côtes d'Armor qui n'est pas la partie perdante, la somme que demande M. X. au titre des frais exposés par lui et non compris dans les dépens.

DECIDE :

Article 1^{er} : La requête de M. X. est rejetée.

Article 2 : La présente décision sera notifiée à M. X., au conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Côtes d'Armor, au Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, à la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Bretagne, au directeur général de l'agence régionale de Bretagne, au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Saint-Brieuc et à la ministre de la santé et de l'accès aux soins.

Copie pour information en sera adressée à Mes Choley et Vidal.

Ainsi fait et délibéré par Mme MONCHAMBERT, Conseillère d'Etat honoraire, Présidente suppléante, Mme BECUWE, MM. BELLINA, GALLO, GUILLOT et KONTZ, membres assesseurs de la chambre disciplinaire nationale.

La conseillère d'Etat honoraire,
Présidente suppléante de la Chambre disciplinaire nationale

Sabine MONCHAMBERT

Aurélie VIEIRA
Greffière en chef

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.